

# Tribunal administratif de Grenoble

## Recours et mémoire

### Pour :

**L'Union des Industries de Carrières et Matériaux de construction (UNICEM)**

Syndicat professionnel représenté par M. Alain BOISSELON en sa qualité de Président de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes, domicilié au siège du syndicat, 33, rue du Dr Georges Lévy - Parc d'affaires moulin à vent - Bâtiment 51, à Vénissieux (69 693)

### Ayant pour avocat :

**La SCP Cabinet BOIVIN & ASSOCIES**

Maître Steve HERCÉ

Demeurant 194, rue de Rivoli  
75001 PARIS

### Contre :

**La délibération n° 2019-09 du 3 octobre 2019** approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la Boucle du Rhône en Dauphiné (**Production n° 1**), publiée le 1<sup>er</sup> novembre 2019 dans l'Essor Isère (**Production n° 2**), ensemble la décision de rejet du recours gracieux exercé contre cette délibération, notifiée à l'UNICEM le 25 février 2020 (**Production n° 3**).

## Faits et procédure

L'UNICEM est une fédération de syndicats professionnels rassemblant les industries extractives de minéraux et les fabricants de matériaux de construction.

A ce titre, l'UNICEM est, tout naturellement, impliquée dans le processus d'élaboration des instruments de planification susceptibles de concerner l'activité de ses adhérents, au nombre desquels figurent les schémas de cohérence territoriale (SCOT).

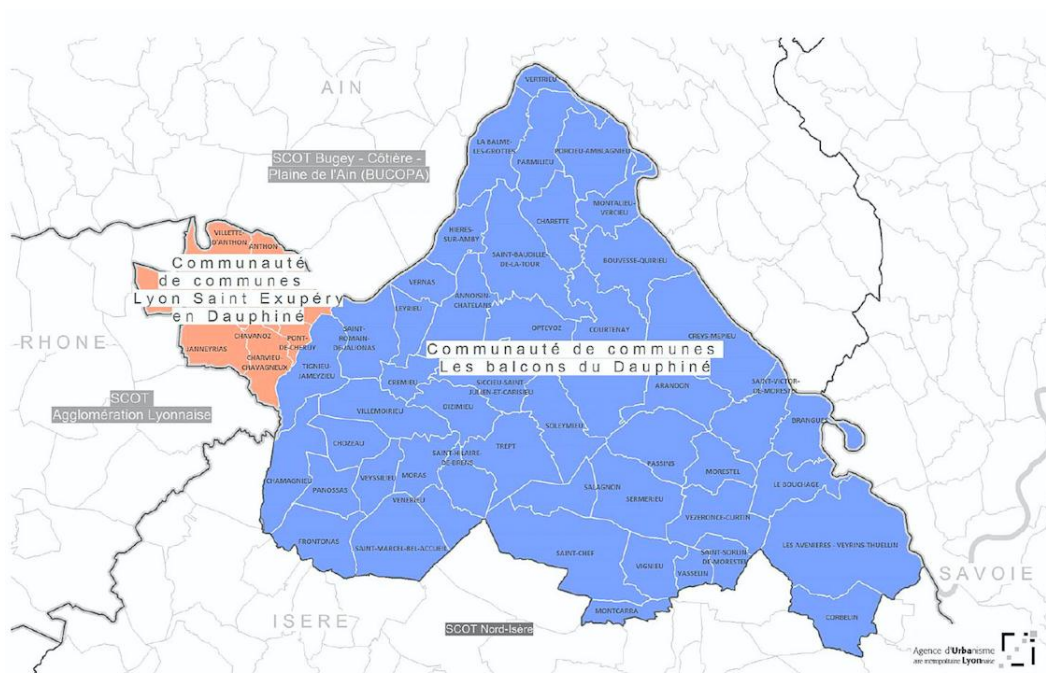
Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2019, l'UNICEM était organisée en syndicats professionnels régionaux dotés de la personnalité morale. Depuis cette date et la modification des statuts de l'UNICEM (**Production n°4**), les UNICEM régionales sont devenues des établissements de l'UNICEM sans personnalité morale. L'UNICEM est ainsi venue aux droits de l'ancien syndicat professionnel UNICEM Auvergne Rhône-Alpes.

En octobre 2012, le syndicat mixte de la Boucle du Rhône en Dauphiné (SYMBORD) a prescrit la révision générale de son SCOT.

La délégation professionnelle de l'UNICEM pour la région Auvergne Rhône-Alpes (l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes), qui représente les 506 entreprises qui interviennent dans la région sur environ 850 sites de production, a alors été sollicitée par les personnes en charge de l'élaboration du SCOT et a fourni une contribution sur le secteur des matériaux de construction sur le territoire en janvier 2014 (**Production n° 4**).

Suite à l'évolution du périmètre du SCOT, les élus ont stoppé la révision prescrite en octobre 2012 et prescrit une nouvelle procédure le 15 septembre 2016.

Pour mémoire, le territoire du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné (Isère) couvre aujourd'hui 53 communes, réunies au sein de 2 communautés de communes (Les Balcons du Dauphiné et Lyon Saint-Exupéry en Dauphiné).



*Carte du territoire du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné  
(Source : [www.symbord.fr](http://www.symbord.fr))*

Un projet de SCOT a été arrêté le 22 novembre 2018. Ce projet a fait l'objet d'une consultation des personnes publiques associées et d'une enquête publique, qui s'est tenue du 6 mai 2019 au 7 juin 2019.

La commission d'enquête a rendu son rapport et ses conclusions le 7 juillet 2019.

Par une délibération n° 2019-09 du 3 octobre 2019, le conseil syndical du SYMBORD a approuvé le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné (**Production n° 1**). Cette délibération a été affichée au siège du SYMBORD, des communautés de communes membres du SYMBORD et dans les mairies des communes comprises dans le périmètre du SCOT à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019. La mention de cet affichage a été publiée dans l'Essor Isère le 1<sup>er</sup> novembre 2019 (**Production n° 2**).

L'UNICEM et l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes ont alors découvert avec étonnement que le document d'orientation et d'objectifs (DOO) du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné **impose aux projets d'extension ou de création de carrières de se situer en dehors des aires d'alimentation en eau potable** (**Production n° 6**, p. 30).

Si, à ce jour, aucune aire d'alimentation en eau potable n'a été délimitée sur le territoire du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, cette délimitation, qui relève de la compétence du préfet, peut intervenir à tout moment.

Pour mémoire, les aires d'alimentation des captages d'eau potable sont prévues par l'article L. 211-3 du code de l'environnement, en vertu duquel :

« I. - En complément des règles générales mentionnées à l'article L. 211-2, **des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat** afin d'assurer la protection des principes mentionnés à l'article L. 211-1.

**II. - Ces décrets déterminent en particulier les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut :**

(...) 4° A l'intérieur des zones humides définies à l'article L. 211-1 :

a) Délimiter des zones dites " zones humides d'intérêt environnemental particulier " dont le maintien ou la restauration présente un intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant, ou une valeur touristique, écologique, paysagère ou cynégétique particulière ;

b) Etablir, dans les conditions prévues à l'article L. 114-1 du code rural et de la pêche maritime, un programme d'actions visant à restaurer, préserver, gérer et mettre en valeur de façon durable les zones définies au a du présent article ;

**5° Délimiter, afin d'y établir un programme d'actions dans les conditions prévues au 4° du présent article :**

**a) Des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement actuel ou futur,** le cas échéant après qu'elles ont été identifiées dans le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques prévu au I de l'article L. 212-5-1. Le programme d'actions peut prévoir l'interdiction de l'usage de substances dangereuses pour la santé ou l'environnement sur ces zones ; (...) »

Les zones de protection des aires d'alimentation des captages visent à assurer la protection quantitative et qualitative des captages d'eau potable d'une importance particulière, via l'établissement d'un programme d'action.

Le décret prévu par l'article L. 211-3 précité est aujourd'hui codifié aux articles R. 114-1 à R. 114-10 du code rural et de la pêche maritime (auxquels renvoie l'article R. 211-110 du code de l'environnement).

Comme l'indique la circulaire du 30 mai 2008 *portant sur la mise en application du décret n° 2007-882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural*, la délimitation par le préfet d'une zone de protection d'aire d'alimentation de captage vise à préserver les ressources utilisées pour l'alimentation en eau potable **vis-à-vis des pressions d'origine agricole (pollutions diffuses ou prélèvements pour l'irrigation)** (Production n° 7, p. 20)

Les aires d'alimentation des captages d'eau potable **peuvent être très étendues**. Elles correspondent, en effet, **aux surfaces sur lesquelles l'eau qui s'infiltre ou ruisselle participe à l'alimentation du captage d'eau potable** (Production n° 7, p. 20).

Les zones de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable sont **juridiquement distinctes des périmètres de protection des captages d'eau potable prévus par l'article L. 1321-2 du code de la santé publique**. Toutefois, dans les faits, ces deux types de protection se recouvrent fréquemment, au moins partiellement.

Par un courrier daté du 27 décembre 2019, l'UNICEM et l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes ont adressé au président du SYMBORD un recours gracieux tendant au retrait de la délibération du 3 octobre 2019. Aux termes de ce recours gracieux, elles ont notamment fait valoir que l'interdiction d'exploiter les carrières à l'intérieur des aires d'alimentation en eau potable était disproportionnée au regard de l'étendue des surfaces concernées par les aires de protection des captages d'eau potable et aux nécessités de protection de la ressource en eau.

Le SYMBORD n'a, toutefois, pas jugé utile de faire droit à la demande de l'UNICEM et de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes et a expressément rejeté ce recours gracieux par un courrier daté du 24 février 2020, reçu par le 25 février 2020 (**Production n° 3**).

C'est dans ce contexte que l'UNICEM est désormais contrainte de se tourner vers le Tribunal de céans pour obtenir l'annulation de la délibération du 3 octobre 2019 approuvant le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.

## **Discussion**

A titre liminaire, l'UNICEM demande au Tribunal de bien vouloir constater la recevabilité de son action, dès lors qu'elle dispose d'un intérêt à agir contre la délibération litigieuse (I). Il sera, ensuite, établi que le rapport de présentation du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné est entaché d'insuffisances qui justifient l'annulation de la délibération du 3 octobre 2019 (II). Enfin, seront exposés les vices de légalité interne entachant la délibération litigieuse (III).

### **I.- Sur l'intérêt à agir de l'UNICEM**

L'UNICEM est constituée sous la forme d'un **syndicat professionnel** (Production n° 4).

Les syndicats professionnels bénéficient, tout comme les associations, d'un intérêt pour agir à l'encontre des **actes affectant l'intérêt collectif de leurs membres**.

En particulier, l'intérêt donnant qualité pour agir aux associations et syndicats professionnels contre des actes à caractère réglementaire est reconnu dès lors que l'acte attaqué emporte des conséquences dans le domaine dans lequel le groupement s'est donné pour objet d'intervenir à travers la rédaction de ses statuts (*cf.* R. Chapus, *Droit du contentieux administratif*, éd. Montchrestien, 12ème éd., n° 584, p. 478).

En cet état du droit, le juge administratif reconnaît plus spécifiquement l'intérêt pour agir de l'UNICEM à l'encontre des actes réglementaires comportant des dispositions applicables à l'activité des industries extractives (*cf.* par exemple, CE, 13 mars 1998, *UNICEM*, req. n° 182894, reconnaissant l'intérêt pour agir de l'UNICEM à l'encontre de la circulaire du 2 juillet 1996 par laquelle le ministre de l'environnement a précisé les conditions d'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, ou encore CE, 30 avril 2003, *UNICEM*, req. n° 244139, reconnaissant l'intérêt pour agir du syndicat à l'encontre de la réglementation relative à l'archéologie préventive qui est applicable aux activités de carrière).

Au cas présent, cette solution est pleinement applicable.

Tout d'abord, l'article 9 des statuts de l'UNICEM stipule que :

#### « Objet

Le rôle fédéral de l'UNICEM est de permettre aux Branches et délégations régionales qui la composent de se concerter et de s'unir pour l'étude et la défense de leurs intérêts matériels et moraux, dans le respect des principes définis dans le préambule aux présents statuts : collégialité, solidarité, subsidiarité.

Dans ce rôle, l'UNICEM veille à la cohérence des positions prises et des communications faites vis-à-vis de l'extérieur par l'une ou l'autre de ses composantes (Branches, Régions), lesquelles s'obligent à informer loyalement la fédération de leurs projets, initiatives et résultats obtenus en ces domaines.

A cet effet :

A - **En ce qui concerne les missions et tâches touchant l'ensemble des Branches ou plusieurs d'entre elles** dans les domaines d'ordre général professionnel, notamment juridique, administratif, fiscal, social, économique... :

1°) l'UNICEM assure la cohérence de la représentation extérieure de l'ensemble des industries de carrières et de matériaux de construction, tant auprès des Pouvoirs Publics et des partenaires sociaux qu'auprès de tous organismes nationaux ou internationaux et entretient avec eux les relations nécessaires ;

2°) elle effectue les études nécessaires, prend les décisions politiques appropriées, définit les voies et moyens propres à leur réalisation, met en place les services, permanents ou non, nécessaires à leur exécution ;

3°) **elle introduit et suit devant toute juridiction compétente les instances présentant un caractère d'intérêt général pour ces industries ou se porte partie intervenante.**

B - En ce qui concerne les missions et tâches touchant chacune des Branches adhérentes :

1°) l'UNICEM met à leur disposition les services d'étude et d'exécution capables de les aider à définir leur politique professionnelle, et à réaliser leurs objectifs de défense des intérêts moraux et matériels de leurs membres, de promotion technique et économique ainsi que de progrès social et de formation professionnelle, afin de les aider à s'adapter aux évolutions de leur environnement ;

2°) elle prend en charge les missions ou tâches qui seraient communes à deux ou plusieurs d'entre eux ;

3°) elle examine tout désaccord survenant entre Branches et propose toute solution propre à l'aplanir et la fait mettre en œuvre.

C - En ce qui concerne les questions relatives aux UNICEM-régionales qui la composent :

- 1°) l'UNICEM met à leur disposition les services d'étude et d'exécution capables de les aider à réaliser leur objet ;
- 2°) elle les représente au niveau national à la fois dans leur ensemble et pour chacune d'elles en particulier ;
- 3°) elle assure la coordination des actions entre-elles ;
- 4°) elle aplanit tout désaccord qui pourrait survenir entre-elles, règle tout litige qui pourrait naître entre les Régions et les Branches associées ou les professions partenaires dans l'exécution des conventions passées entre ces Branches ou professions et l'UNICEM.

D - En ce qui concerne les Branches associées, l'UNICEM assure les missions et tâches définies par les conventions d'association, dans le respect de l'esprit fédéral et en veillant à la cohérence des positions prises et des communications faites vis-à-vis des tiers.

Les Branches traitent dans leurs instances directrices respectives des décisions relatives aux missions et tâches qui leur sont propres.

E - En ce qui concerne les professions partenaires, l'UNICEM réalise les missions et tâches qui auront été définies par la convention de partenariat.

F - D'une manière générale, l'UNICEM met à la disposition des Branches adhérentes et associées (dans le respect de leurs conventions d'association), et met à disposition de ses Régions, des moyens communs en personnel et en matériel qui concourent à l'exercice de leur activité ; elle accomplit tous les actes se rattachant à son objet, et notamment ceux prévus par les chapitres I et III du titre III du Livre 1<sup>er</sup> de la deuxième partie du Code du Travail » (**Production n° 4**).

L'article 3.1 des statuts de l'UNICEM précise que les « Branches » visées par l'article 9 précité désignent les syndicats professionnels nationaux, représentatifs des diverses industries de carrières et de matériaux de construction, qui adhèrent ou qui sont associés à l'UNICEM.

**L'UNICEM a ainsi pour objet d'assurer la défense des intérêts collectifs des syndicats professionnels nationaux des industries de carrières et de matériaux de construction, y compris, le cas échéant, par voie juridictionnelle.**

Cet objet confère ainsi à l'UNICEM **un intérêt indiscutable** lui donnant qualité pour contester la légalité de la délibération par laquelle le SYMBORD a approuvé son SCOT, qui interdit l'exploitation des carrières dans les aires d'alimentation en eau potable du territoire.



Si, à ce jour, aucune aire d'alimentation en eau potable n'a été délimitée sur le territoire du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, cette délimitation, qui relève de la compétence du préfet, peut intervenir à tout moment. Ce SCOT porte ainsi atteinte aux intérêts de la profession.

En ce qui concerne la représentation de l'UNICEM, l'article 12 du règlement intérieur de l'UNICEM (**Production n° 8**) prévoit que :

« le Président de l'UNICEM Régionale dispose d'une délégation de pouvoir statutaire pour engager seul les actions judiciaires d'intérêt Régional correspondant à son territoire. »

Et l'article 4 des statuts de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes précise (**Production n° 9**) :

**« Le Président de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes dispose d'une délégation statutaire de pouvoirs pour engager seul les actions judiciaires d'intérêt régional correspondant à son territoire. »**

L'article 10 des statuts de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes, consacré aux pouvoirs du « Président Régional », stipule que le Président de chaque UNICEM régionale « agit en justice pour les actions judiciaires d'intérêt Régional correspondant au territoire de l'UNICEM REGIONALE **sans mandat préalable d'une autre instance de l'UNICEM** » (**Production n° 9**).

Dans ces conditions, l'UNICEM, représentée par le Président de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes, entend obtenir l'annulation de la délibération du 3 octobre 2019 approuvant le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné.

Son action sera jugée recevable.

## **II. - Sur l'insuffisance du rapport de présentation du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné**

Aux termes de l'article L. 141-2 du code de l'urbanisme, un SCOT doit comprendre trois volets : un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et un document d'orientation et d'objectifs (DOO).

Concernant le rapport de présentation, l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme (dans sa rédaction applicable au moment de l'élaboration du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné) dispose que :

« Le rapport de présentation **explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs** en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment au regard du vieillissement de la population et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agronomique, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services. (...) »

Ainsi, le rapport de présentation doit-il constituer **l'exposé des motifs du SCoT** et permettre aux administrés de **cerner le projet** relatif à l'aménagement du territoire. Il s'agit d'un élément essentiel du dossier pour le public mais aussi pour le juge administratif qui peut, à travers sa lecture, **apprécier la pertinence des choix retenus et vérifier la cohérence interne** du document d'urbanisme.

Comme le souligne la doctrine :

« À partir d'un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services sur lequel ils « s'appuient », les auteurs du document doivent identifier et hiérarchiser les principaux enjeux auxquels le territoire est confronté. Ils doivent alors faire des « choix » qui vont présider à l'établissement du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et à sa mise en oeuvre par le document d'orientations et d'objectifs (DOO). **Entre l'identification des enjeux et l'établissement des choix, il y a donc place pour un arbitrage politique concrétisé par les orientations et objectifs constitutifs du parti d'aménagement. Le rapport de présentation doit assurer la traçabilité de cette démarche dynamique sous la forme d'une « explication » des choix retenus pour établir le PADD et le DOO** : d'où viennent-ils ? De quelles considérations procèdent-ils ? Comment ont-ils été arrêtés ? Quelle est leur pertinence ? Et, concernant le DOO, comment l'outillage qu'il développe est de nature à assurer une mise en oeuvre effective des orientations et objectifs du PADD ? » (P. Soler-Couteaux, « Annulation d'un SCoT pour une insuffisante présentation des objectifs chiffrés de la consommation des espaces », *RDI 2018*, p. 240).

A ce titre, le rapport de présentation - à travers notamment l'évaluation environnementale - doit appréhender l'environnement dans sa globalité

(notamment sur les ressources, la biodiversité, les risques naturels ou technologiques, l'énergie, le patrimoine ou encore l'aménagement et la gestion du territoire) et permettre d'assurer la **transparence des choix décisionnels notamment par l'information et la participation du public.**

Ainsi, l'article R. 141-2 du code de l'urbanisme prévoit que :

« (...) **Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :**

1° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

2° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

3° **Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables** tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;

4° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ; (...). »

En l'absence d'exposé des motifs suffisamment précis, le rapport de présentation d'un SCOT est considéré comme entaché d'insuffisance. Cette insuffisance est elle-même de nature à **affecter la légalité de l'ensemble du document d'urbanisme de manière substantielle**, conduisant alors à son annulation intégrale par le juge.

A titre d'illustration, la Cour administrative d'appel de Bordeaux a confirmé l'annulation de la délibération approuvant un SCOT en raison de l'insuffisance de son rapport de présentation. En l'espèce, la Cour administrative d'appel de Bordeaux a estimé que l'insuffisance du rapport de présentation avait eu une incidence sur le sens de la délibération approuvant le SCOT :

« Le Syndicat du bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre fait valoir que l'objet du rapport de présentation consiste à retracer " la dynamique

d'urbanisation dans la période précédant l'approbation du document () " Toutefois, et d'une part, les dispositions précitées du code de l'urbanisme ne se bornent pas à prévoir la réalisation d'un état des lieux, mais imposent de réaliser un " diagnostic " ce qui implique pour les auteurs du schéma de cohérence territoriale non seulement de décrire les phénomènes observés, mais aussi de tenter de les expliquer avant d'établir des prévisions d'évolution. D'autre part, le contenu du rapport de présentation tel que fixé à l'article L. 122-1-2 du code de l'urbanisme doit présenter une analyse de la consommation foncière durant les dix années précédant l'approbation du schéma et **ces données de consommation foncière ont à la fois un rôle d'éclairage pour les choix à faire et de justification des objectifs et orientations retenus. Enfin, le rapport de présentation doit justifier les objectifs chiffrés de limitation de la consommation foncière, ce qui implique pour les auteurs du schéma de cohérence territoriale de démontrer la pertinence des hypothèses retenues.**

En premier lieu, le rapport de présentation comporte, ainsi que le relève le Syndicat mixte du bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre, la description de l'évolution de la consommation d'espaces entre 1950 et 2004 en relevant une forte augmentation de la consommation d'espaces et un étalement urbain accéléré sur la période 1970 - 1990, puis un ralentissement de la consommation d'espaces à partir des années 1990 et une nouvelle accélération à partir de 2000. Il contient également des indications chiffrées sur l'urbanisation des espaces naturels et sur la part de consommation consacrée au développement économique et à l'habitat. Toutefois cet état des lieux, seulement descriptif, ne comporte aucune analyse permettant d'expliquer les phénomènes décrits et certains indicateurs considérés comme pouvant permettre d'analyser les résultats du schéma de cohérence territoriale n'ont pas été renseignés quant à " l'état 0 " existant à la date de son approbation.

En deuxième lieu, dans le paragraphe consacré aux " perspectives d'évolution ", qui doit permettre de comprendre les hypothèses qui ont prévalu dans l'élaboration du schéma de cohérence territoriale, les auteurs du schéma de cohérence territoriale admettent que les données disponibles ne permettent pas de faire le bilan de la consommation de l'espace pour les dix années précédant l'approbation du schéma de cohérence territoriale. Ils présentent ensuite, sur quatre pages, un scénario à partir de deux hypothèses " haute " et " basse " se référant respectivement au rythme observé pour les périodes de 1991 à 2004 ou de 2004 à 2008. Ainsi sont évalués, à partir de projections de population de l'Institut d'Etudes Démographiques de l'Université de Bordeaux dont les modalités de calcul ne sont pas explicitées, les besoins fonciers supplémentaires à 4 755 ha correspondant à une augmentation de la population de 73 158 habitants à l'horizon 2030 et à une surface consommée par habitant supplémentaire de 650 m<sup>2</sup>, moyenne des surfaces constatées dans les deux périodes précédentes. Le schéma de cohérence territoriale approuve alors, en affichant une limitation de l'enveloppe urbaine à une croissance de 4 400 hectares, une progression de l'enveloppe urbaine de plus d'un tiers en 2030 par rapport à 2011. Le Sybarval souligne que le schéma de cohérence

territoriale promeut un modèle urbain économe en consommation d'espace et que les extensions d'urbanisation correspondent seulement à 3 % du territoire, lequel est couvert à 66% par la forêt, à 18% par des espaces naturels et seulement à 8% par l'enveloppe urbaine, qui passerait ainsi à 11%. Il ressort toutefois des pièces du dossier, et notamment de l'avis émis par les services de l'Etat le 17 octobre 2012, qu'un calcul prenant en compte les m<sup>2</sup> consommés sur les seules dix dernières années aurait permis de réduire la superficie des besoins fonciers supplémentaires. De même, cet avis relève l'absence de prise en compte d'une approche " densité " qui permettrait pourtant de réduire la consommation d'espace. Ainsi, et contrairement à ce que soutient le Syndicat du bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre, **le rapport de présentation ne contient pas une justification suffisante des choix d'objectifs chiffrés de limitation de la consommation foncière. Par suite, et alors que l'insuffisance du rapport de présentation a eu une influence sur le sens des délibérations attaquées,** le Syndicat du bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort que les premiers juges ont retenu le moyen tiré de la méconnaissance des dispositions des articles L. 122-1-2 et R. 122-2 du code de l'urbanisme pour annuler les délibérations des 24 juin 2013 et 9 décembre 2013 » (CAA Bordeaux, *Confédération pour les entrepreneurs et la préservation du pays du bassin d'Arcachon*, 28 décembre 2017, req. n° 15BX02851).

**En l'espèce**, force est de constater que le contenu du rapport de présentation du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné (**Production n° 10**, voir pp. 130-133 et pp. 173-213 du livre 2) ne remplit pas les exigences légales et réglementaires précitées.

En effet, **les choix opérés ne sont pas justifiés au regard des solutions de substitution** qui auraient pu être mises en œuvre. **Aucun scénario alternatif n'est présenté.**

Ces insuffisances ont été clairement pointées par l'Autorité environnementale, dans son avis rendu le 19 février 2019 (**Production n° 11**, p. 7) :

**« 2.2. Exposé des raisons qui justifient les choix opérés au regard des solutions de substitution raisonnables, notamment vis-à-vis des objectifs de protection de l'environnement**

Le développement concernant les raisons des choix opérés figure au sein de la partie « Justification des choix retenus » du RP et au sein du PADD. Il expose notamment les scénarios démographiques étudiés par le SCoT. L'hypothèse d'un taux de croissance annuelle moyen de 1,3 % est jugé trop ambitieux au regard des fragilités du territoire en eau potable, en

assainissement, voire en infrastructures de transports. Un taux plus faible, de 0,96 %, a été retenu.

Pour ce qui est de la consommation d'espace pour l'habitat et sa répartition entre les communes, **les chiffres présentés laissent interrogatifs**. Ainsi, l'hypothèse de croissance démographique est quasiment plus basse, de moitié, que celle de la période précédente (voir page 186 du livre 2 du RP) alors que le nombre de logements nécessaires passe de 690 par an à 609 par an, soit seulement -12 % (voir page 188 du livre 2 du RP). Cette différence ne semble pas explicable par la seule décohabitation, qui représente environ un tiers du besoin en logements.

Le RP indique ensuite que l'augmentation des densités permettra malgré tout une diminution de 58 % de la consommation foncière de 57 ha/an à 24 ha/an (voir page 190 du livre 2 du RP). Mais il semble que les 57 ha correspondent à ce qui est mesuré avec Spot Théma, ce qui inclut l'habitat au sens strict ainsi que tous les équipements autour : voiries, terrains de sport et loisirs, équipements ... (voir page 48 du livre 1 du RP), alors que la consommation future semble ne prendre en compte que les surfaces d'habitat au sens strict. Dans le DOO, les préconisations relatives aux équipements (page 48) sont dans une sous-partie différente de celle qui fixe les densités de l'habitat (page 44). La diminution de consommation foncière annoncée de 58% paraît ainsi surévaluée. Le choix de la répartition des nouveaux logements entre les types de communes n'est pas vraiment explicitée ; le tableau (voir page 191 du RP) montre d'ailleurs qu'il se traduit par une évolution assez faible de la répartition des logements entre certains niveaux de polarités (polarités de proximité et villages).

En matière de foncier économique, la comparaison avec la consommation foncière antérieure semble également conduire à une surévaluation de la diminution de cette consommation. Et **les besoins ne sont pas justifiés**. Le dossier présente par ailleurs des éléments expliquant les choix en matière de mobilité et de fonctionnement écologique du territoire **sans véritablement les argumenter**.

**De façon générale, la justification des choix est plus une présentation des options qu'une réelle justification et aucune alternative n'est présentée**, hormis les hypothèses de trajectoire démographique.

**L'Autorité environnementale recommande de réexaminer les calculs de consommation foncière prévisionnelle en prenant en compte les équipements liés au développement de l'habitat et des activités économiques. Elle recommande par ailleurs de compléter le dossier en justifiant les choix au regard des enjeux environnementaux du territoire et en présentant des solutions de substitution raisonnables.** »

En dépit des recommandations de l'Autorité environnementale, le SCOT finalement adopté **n'a pas été corrigé** pour mieux justifier les choix, ni présenter les solutions de substitution raisonnables examinées.

Ces insuffisances **ont empêché** les personnes associées à l'élaboration du SCOT et le public d'apprécier pleinement les effets du projet de SCOT qui leur était soumis.

Or, le Conseil d'Etat juge de manière constante que les inexactitudes, omissions ou insuffisances des études environnementales **sont susceptibles de vicier la procédure** et donc d'entraîner l'illégalité de la décision prise au vu de cette étude « si elles ont pu avoir pour effet de nuire à l'information complète de la population ou si elles ont été de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative » (CE, 14 oct. 2011, *Société Ocréal*, req. n° 323257 ; CE, 15 mai 2013, *Société Assainissement de la Région de Fourmies*, req. n° 353010).

Dès lors, l'annulation de la délibération du 3 octobre 2019 s'impose.

### **III.- Sur l'illégalité interne de la délibération du 3 octobre 2019**

La délibération du 3 octobre 2019 est également entachée de deux vices de légalité interne. D'une part, l'interdiction de l'activité de carrière dans les aires d'alimentation en eau potable contenue dans le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné est entachée d'erreur manifeste d'appréciation (**A/**). D'autre part, la délibération litigieuse est entachée d'une erreur de droit en ce que le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné empiète sur la compétence préfectorale en matière de police des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (**B/**).

#### **A/ Sur l'erreur manifeste d'appréciation entachant l'interdiction générale et absolue des carrières**

Au plan juridique, il convient de rappeler qu'en matière de police administrative, « la liberté est la règle et la restriction de police l'exception » (concl. Corneille sous CE, 10 août 1917, *Baldy*). Par conséquent, toute interdiction générale et absolue apparaissant comme inadaptée ou disproportionnée est entachée d'illégalité.

Les interdictions doivent donc être **proportionnées et adaptées aux circonstances.**

En matière de SCOT, les circonstances (notamment environnementales) de nature à justifier les interdictions prescrites dans le DOO doivent être identifiées dans le **diagnostic du SCOT**. En effet, en vertu de l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme, le diagnostic est le document qui permet d'identifier les besoins, notamment en matière d'environnement :

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs **en s'appuyant sur un diagnostic** établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment au regard du vieillissement de la population et **des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement,** notamment en matière de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agronomique, **d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.** (...) »

Cette jurisprudence est appliquée avec rigueur en matière d'urbanisme.

Le juge administratif **a ainsi censuré un arrêté retenant une règle d'interdiction générale et absolue de construire et d'aménager à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée d'un captage :**

« Considérant qu'aux termes de l'article L. 20 du code de la santé publique : "En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement ( ...) un périmètre de protection rapproché à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux" ; **qu'il ressort des pièces du dossier que l'interdiction générale et absolue de toutes constructions, alors surtout qu'il existe des possibilités de raccordement à un réseau d'assainissement existant, n'est pas justifiée par les nécessités de protection du captage d'eau de Saint-Bernard-Spechbach** ; qu'ainsi le préfet du Haut-Rhin a méconnu les dispositions de l'article L. 20 précité du code de la santé publique en interdisant, **dans toutes les circonstances,** à l'intérieur du **périmètre de protection rapprochée** : "les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine domestique" ; qu'il résulte de tout ce qui précède que M. Pierre X... est fondé à soutenir que c'est à tort, que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté ses conclusions en tant que dirigées contre les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du préfet du Haut-Rhin en date du 2 septembre 1985 ; » (CE, 15 octobre 1990, *M. Seguret*, req. n° 90107).



De même, le Conseil d'Etat a jugé qu'un arrêté interdisant, de manière générale et absolue, toutes les constructions dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau potable était illégal :

« Considérant qu'aux termes de l'article L. 20 du code de la santé publique, alors en vigueur : En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement (...) un périmètre de protection rapproché à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

Considérant que l'article 21 du décret du 3 janvier 1989, en vigueur à la date de la décision attaquée, a substitué aux dispositions de l'article 4-2 du décret du 1er août 1961, aux termes desquelles à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, peuvent être interdits ou réglementés : l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, des dispositions aux termes desquelles à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits les activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine. Les autres activités, installations et dépôts peuvent faire l'objet de prescriptions et sont soumis à une surveillance particulière, prévues dans l'acte déclaratif d'utilité publique ; que l'interdiction générale et absolue de toutes constructions édictée par l'arrêté interpréfectoral des 13 septembre et 7 octobre 1976 modifié étant devenue illégale du fait de cette évolution des dispositions du décret du 1er août 1961, la COMMUNE DE RILLIEUX-LA-PAPE ne pouvait plus légalement se fonder exclusivement sur cette interdiction générale et absolue pour refuser aux époux X l'autorisation de lotir qu'ils sollicitaient sans rechercher si, au sens des nouvelles dispositions, issues du décret du 3 janvier 1989, du décret du 1<sup>er</sup> août 1961, la construction prévue était susceptible d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine ; que, par suite, les époux X sont fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Lyon a rejeté leurs conclusions tendant à l'annulation de la décision du maire de Rillieux-la-Pape de leur délivrer l'autorisation de lotir la parcelle cadastrée AL 199 ; » (CE, 10 octobre 2003, *Commune de Rilleux-la-Pape*, req. n° 235723).

La censure des interdictions générales et absolues s'applique à l'identique aux documents d'urbanisme. Ainsi, un PLU peut-il interdire l'exercice de certaines activités commerciales sans porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et au droit de propriété, à la condition toutefois que l'interdiction ne soit ni générale ni absolue et repose sur des motifs d'urbanisme (TA Versailles, 25 mars 2008, n° 07-07895, *Constr.-urb. 2008*, comm. 111).

Le juge administratif peut également être amené à contrôler, au niveau de l'erreur manifeste d'appréciation, les dispositions des PLU qui interdisent l'ouverture des carrières. Il ressort ainsi de la jurisprudence qu'un PLU ne peut pas légalement interdire les carrières sur l'intégralité du territoire communal, sauf motif de protection réglementaire dûment justifié. A titre d'exemple, il a été jugé qu'une commune ne pouvait pas interdire de manière générale et absolue l'ouverture des carrières sur son territoire, compte tenu de l'importance des terrains communaux couverts par des taillis et des friches. Précisément :

« Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que, d'une part, le rapport de présentation du plan d'occupation des sols de la COMMUNE DE LA BOISSIERE est entaché de contradictions et que, d'autre part, les taillis et les friches couvrent une partie importante de la superficie de la commune ; que, dans ces conditions, et compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, c'est à juste titre que le tribunal administratif a jugé que l'interdiction générale d'ouverture et d'aménagement de carrières sur l'ensemble des zones NC et ND du plan d'occupation des sols de la COMMUNE DE LA BOISSIERE était entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ; » (CE, 30 décembre 1996, *Commune de Boissière*, req. n° 136796).

Au cas présent, les orientations pour la valorisation de la filière extraction de matériaux et pour l'identification des sites fixées par le DOO du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné prévoient :

« **Prescriptions**

(...)

→ **Lors des projets d'extension ou de création de sites de carrières,**  
intégrer les conditions suivantes : **se situer en dehors des aires**  
**d'alimentation en eau potable** (...) » (DOO du SCOT, page 30).

Le DOO du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné interdit ainsi toute exploitation de carrière dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable.

Le rapport de présentation du SCOT justifie cette interdiction de la façon suivante :

« Dans les orientations pour la valorisation de la filière d'extraction de matériaux et pour l'identification des sites, le DOO fixe que les projets

d'extension ou de création de carrières se situeront en dehors des aires d'alimentation en eau potable **afin de ne pas générer de pollutions du sol et de la ressource**. Ainsi, le développement de cette filière économique **n'impactera pas la qualité des milieux aquatiques et de la ressource en eau** » (livre 2 du rapport de présentation du SCOT, page 231).

Toutefois, *en premier lieu*, l'interdiction des carrières dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable apparaît **manifestement excessive au regard de l'objectif de protection environnementale poursuivi et de l'étendue des aires d'alimentation des captages d'eau potable**.

En effet, les zones de protection des aires d'alimentation de captages sont bien plus larges que les périmètres de protection immédiate des captages et peuvent correspondre aux périmètres de protection éloignée, voire être encore plus étendues.

Comme l'a indiqué M. Lepeltier, alors ministre de l'Ecologie et du développement durable, à l'occasion de la présentation du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques au Sénat le 10 mars 2005 :

« Ces zones [de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable] sont **plus larges que les périmètres de protection des captages prévus par le code de la santé publique** qui protègent les captages existants contre les seules pollutions ponctuelles et sont sans effet significatif sur les pollutions diffuses. »

L'articulation entre les zones de protection des aires d'alimentation des captages et les périmètres de protection des captages d'eau potable est synthétisée par la circulaire du 30 mai 2008 précitée, qui indique :

« E4 – Relations entre 'zones de protection des aires d'alimentation de captages' et 'périmètres de protection de captages'.

Les périmètres de protection de captages (article L.1321-2 du code de la santé publique) visent principalement à éviter l'impact de pollutions ponctuelles, qu'elles soient chroniques ou accidentelles, en éloignant les sources potentielles de ces pollutions des points de captage. Il s'agit d'empêcher l'introduction de substances polluantes (**sur les périmètres de protection immédiate, d'une surface de quelques centaines de m<sup>2</sup>**) ou de réduire le risque de migration de ces substances jusqu'au captage (**pour les périmètres de protection rapprochée en considérant généralement un temps de transfert des eaux de 50 jours**).

Les zones de protection des aires d'alimentation de captages visant, quant à elles, les pollutions diffuses, peuvent concerner par définition la totalité de ces aires d'alimentation. La surface d'action concernée dépasse donc largement celle du seul périmètre de protection rapprochée.

Les zones de protection des aires d'alimentation de captages peuvent ainsi correspondre aux périmètres de protection éloignée (PPE) des captages. (...) »

Selon un schéma réalisé par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et reproduit dans le guide méthodologique « Protection d'aire d'alimentation de captage en eau potable contre les pollutions liées à l'utilisation de fertilisants et de pesticides » publié par les Ministères de l'Ecologie et de l'Agriculture en mai 2013 (page 26) :

#### Les Aires d'Alimentation de Captage

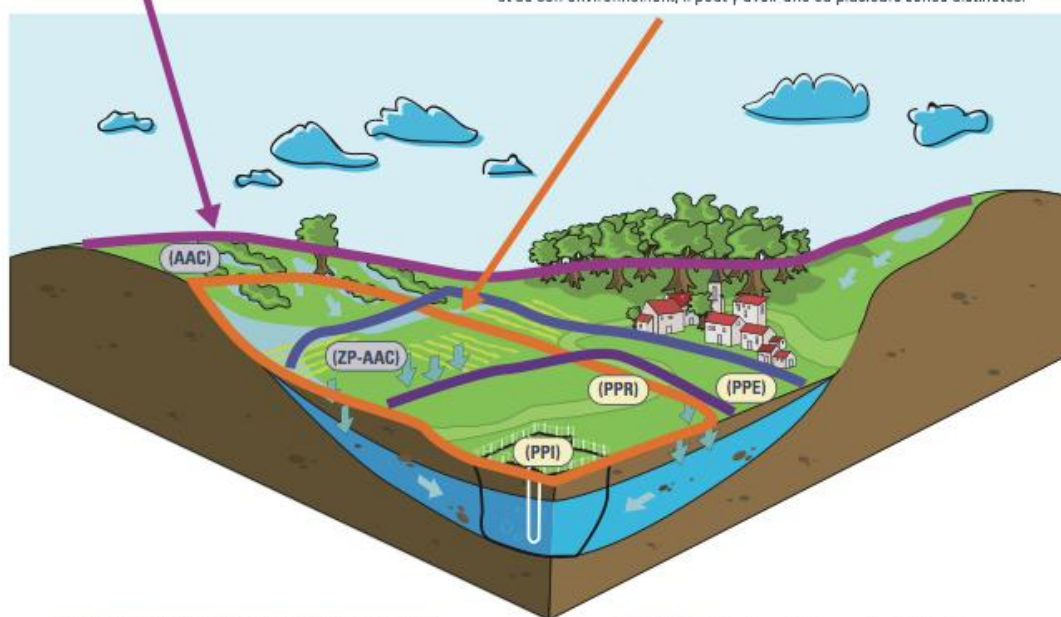
Echelle d'actions efficaces pour lutter contre les pollutions diffuses

##### (AAC) Aire d'Alimentation de Captage

Correspond à la surface totale sur laquelle une goutte d'eau tombée au sol rejoindra le captage.

##### (ZP-AAC) Zone de Protection de l'AAC

Ensemble des secteurs de l'Aire d'Alimentation de Captage les plus vulnérables vis-à-vis des pollutions diffuses. Elle correspond à une échelle d'intervention réaliste pour améliorer la qualité de l'eau au captage. En fonction du type de captage et de son environnement, il peut y avoir une ou plusieurs zones distinctes.



##### Les Périmètres de Protection Réglementaires

Ils sont instaurés pour protéger le captage des pollutions accidentelles et ponctuelles. Leur rôle n'est pas de régler le problème des pollutions diffuses car les surfaces concernées ne le permettent pas.

- (PPE) Périmètre de Protection Eloignée
- (PPR) Périmètre de Protection Rapprochée
- (PPI) Périmètre de Protection Immédiate

Or, l'article R. 1321-13 du code de la santé publique interdit seulement l'exploitation des carrières – comme tous les autres types d'activités,

installations, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols – dans les périmètres de protection **immédiate** de captages.

En revanche, selon ce même article :

- dans les périmètres de protection **rapprochée** de captage, **les carrières sont envisageables, à condition que tout risque de pollution soit écarté** (CAA Nantes, 9 mars 2004, *M. Frault*, req. n° 02NT01568) ;
- dans les périmètres de protection **éloignée** de captage, les enjeux imposent une vigilance particulière : **les activités de carrière peuvent être réglementées, mais il ne s'agit pas d'un régime d'interdiction.**

Le schéma départemental des carrières (SDC) de l'Isère permet ainsi la poursuite de l'exploitation des carrières autorisées dans les périmètres de protection rapprochée de captage, à condition que celles-ci fassent l'objet de prescriptions appropriées, que des piézomètres de contrôle soient mis en place et qu'un suivi analytique soit réalisé. Dans les périmètres de protection éloignée, le renouvellement et l'extension des carrières existantes sont également possibles, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions.

Ainsi, et contrairement au SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, le SDC de l'Isère ne prévoit pas d'interdiction générale et absolue des carrières dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée de captage.

L'interdiction systématique de l'activité de carrière dans les aires d'alimentation de captages, qui sont toujours plus larges que les périmètres de protection immédiate des captages, **est donc, a fortiori, excessive eu égard à la nécessité de protection de la ressource en eau.**

Pour être tout à fait complet, il convient de souligner que **le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée (Production n° 12)**, qui fixe les orientations permettant d'assurer notamment la protection des milieux aquatiques à l'échelle de ce bassin et avec lequel le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné doit être compatible, **n'interdit aucunement les carrières dans les zones de protection des aires d'alimentation de captage.**

En second lieu, l'interdiction des carrières dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable n'est **aucunement fondée sur des éléments factuels, ni adaptée aux circonstances locales.**

En effet, **aucune aire d'alimentation de captage n'a, à ce jour, été délimitée sur le périmètre du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné.** Les auteurs du SCOT n'ont donc pas pu examiner, *in concreto*, si les impératifs de protection de la ressource en eau potable du territoire nécessitaient réellement que les carrières soient interdites dans les aires d'alimentation de captage.

Au contraire, les auteurs du SCOT ont fixé cette interdiction en partant du principe, qui est erroné, selon lequel l'exploitation d'une carrière est, par nature, incompatible avec la protection de la ressource en eau potable.

Il ressort de ce qui précède que les auteurs du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné ont donc commis une **erreur manifeste d'appréciation** en interdisant, de manière générale et absolue, toute création ou extension de carrière dans les zones de protection des aires d'alimentation de captage.

Pour ce motif encore, la délibération litigieuse sera annulée.

## **B/ Sur la méconnaissance de la compétence préfectorale en matière de police des ICPE**

En droit, il convient de rappeler que le juge administratif vérifie avec attention le respect des compétences propres à chaque autorité administrative.

Le Conseil d'Etat a ainsi confirmé l'annulation de la délibération par laquelle le conseil régional d'Ile-de-France avait adopté le plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'Ile-de-France, au motif que certaines dispositions de ce plan méconnaissaient les règles de compétence fixées par le code de l'environnement :

« Considérant cependant, en dernier lieu, que la création d'une installation de stockage de déchets obéit aux règles définies par le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées ; que la composition du dossier de demande d'autorisation et les conditions et modalités de délivrance d'une autorisation sont régies par les dispositions

légales et réglementaires du code de l'environnement ; qu'en prévoyant, préalablement à la création de nouvelles capacités d'enfouissement dans le cas d'extension de site existant ou de nouvelle implantation de site, la réalisation d'études préalables nouvelles, dont l'une devra en outre être soumise à la commission consultative du plan régional d'élimination des déchets ménagers, les dispositions du plan régional d'élimination des déchets ménagers d'Ile-de-France ont ajouté de nouvelles conditions de procédure à celles prévues pour la délivrance des autorisations d'installations classées **et, ce faisant, méconnu les règles de compétence fixées par le code de l'environnement** ; qu'il suit de là qu'elles doivent être annulées ainsi que la délibération en tant qu'elles les approuvent ; » (CE, 30 décembre 2011, *Société Terra 95*, req. n° 336383 ; voir aussi, s'agissant de la réglementation d'urbanisme : CE, 10 janvier 2007, *Fédération départementale de l'hôtellerie de plein air de Charente-Maritime*, req. n° 269239 ; sur l'énoncé de la règle de principe pour le cas des parcs naturels régionaux : CE, 8 février 2012, *UNICEM Rhône-Alpes*, req. n° 321219).

**Les dispositions des documents de planification deviennent ainsi illégales à partir du moment où elles viennent empiéter sur le champ d'application d'autres compétences ou polices administratives.**

La police des ICPE vise à prévenir les dangers et les inconvénients que certaines installations, et notamment les carrières, peuvent causer aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement qui comprennent, notamment, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement.

Ainsi, les enjeux liés à la protection de la ressource en eau potable sont appréciés par le préfet, **au cas par cas**, lors de l'instruction des dossiers de demande d'autorisation de création ou d'extension de carrières. A cette fin, il appartient au pétitionnaire de fournir au préfet une **étude d'impact** analysant notamment les impacts de son projet de création ou d'extension de carrière sur l'eau (cf. article L. 122-5 du code de l'environnement).

L'autorisation environnementale ne peut être accordée par le préfet que si les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 précité, et notamment pour la ressource en eau, **peuvent être prévenus par des mesures spécifiques** (cf. article L. 181-3 I du code de l'environnement).

Si le préfet décide d'autoriser le projet, il fixe alors par arrêté les prescriptions nécessaires au respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 précité, et notamment à la protection de la ressource en eau (cf. articles L. 181-12 et R. 181-43 du code de l'environnement).

Inversement, **si les dangers ou inconvénients pour la ressource en eau ne peuvent pas être prévenus par des mesures spécifiques, le préfet est tenu de refuser l'autorisation demandée** (voir, par exemple, CAA Nantes, 9 mars 2004, *Préfet des Côtes-d'Armor*, req. n° 02NT01568, à propos d'une carrière d'andalousite devant être interdite par le préfet dès lors que les études réalisées par un hydrogéologue montraient qu'elle était susceptible d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée d'un prélèvement d'eau).

Il ressort des dispositions précitées du code de l'environnement que **c'est donc bien au préfet de déterminer, au cas par cas, et au regard notamment de l'étude d'impact produite par le pétitionnaire, si la création ou l'extension d'une carrière peut être autorisée dans une aire d'alimentation de captage.**

Or, *en l'espèce*, le DOO du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné interdit, purement et simplement, l'exploitation des carrières dans toutes les aires de protection des captages d'eau potable du territoire.

Dès lors que le projet de carrière est situé, au moins en partie, dans une aire de protection de captage, il prive ainsi le préfet de la faculté d'apprécier, au cas par cas, si le projet de carrière dont il est saisi comporte des mesures spécifiques suffisantes pour prévenir les dangers ou inconvénients pour la ressource en eau.

Dans ces conditions, force est de constater que les auteurs du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné **ont empiété sur la compétence dévolue au préfet en application de la législation relative aux installations classées.**

A tous égards, la décision attaquée ne pourra donc qu'être annulée.



## **Par ces motifs,**

et tous autres à produire, déduire ou suppléer, au besoin d'office, la requérante conclut qu'il plaise au Tribunal administratif de Grenoble :

- **D'ANNULER** la délibération n° 2019-09 du 3 octobre 2019 approuvant le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, ensemble la décision de rejet du recours gracieux exercé par l'UNICEM contre cette délibération ;
- **DE CONDAMNER** le syndicat mixte du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné à verser à l'UNICEM la somme de 5.000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Fait à Paris, le 24 avril 2020

Pour la Société Civile Professionnelle,

l'un d'eux



Steve HERCÉ

## **Productions**

**Production n° 1** : Délibération approuvant le SCOT

**Production n° 2** : Publication dans l'Essor Isère

**Production n° 3** : Courrier de rejet du recours gracieux

**Production n° 4** : Statuts de l'UNICEM

**Production n° 5** : Contribution de l'UNICEM au SCOT

**Production n° 6** : DOO du SCOT

**Production n° 7** : Circulaire du 30 mai 2008

**Production n° 8** : Règlement intérieur de l'UNICEM

**Production n° 9** : Statuts de l'UNICEM Auvergne Rhône-Alpes

**Production n° 10-1** : Rapport de présentation du SCOT – Livre 1

**Production n° 10-2** : Rapport de présentation du SCOT – Livre 2

**Production n° 11** : Avis de la MRaE

**Production n° 12** : SDAGE Rhône Méditerranée